

L'économie palestinienne reste précaire, selon le Bureau international du travail

10 juin 2010 – Le rapport annuel du Bureau international du Travail (BIT) sur la situation des travailleurs dans les Territoires palestiniens occupés publié jeudi relève une « certaine amélioration de la situation économique, bien qu'elle demeure précaire, en particulier à Gaza ».

Le blocus de la Bande de Gaza imposé par Israël limite la reprise des activités économiques. « Plus le blocus se prolonge, plus il mine les perspectives d'avenir pour les travailleurs et leur famille, en particulier celles de la jeune génération », indique le rapport.

« Cette situation économique, sociale et humanitaire désastreuse des Territoires occupés, instaure un environnement dans lequel les droits des travailleurs et la dignité humaine sont quotidiennement bafoués », a déploré le Directeur général du BIT, Juan Somavia.

« En l'absence d'autres choix possibles, de nombreux Palestiniens sont contraints de travailler dans l'économie informelle, souvent au prix de conditions de travail précaires et sans véritable protection sociale », a-t-il précisé.

Sur l'ensemble des Territoires, le rapport attribue ces progrès « à une accélération du taux de croissance et à un taux d'emploi légèrement plus élevé ». Le revenu moyen par habitant a augmenté de 3,7% en 2008 pour atteindre 1.390 dollars, bien loin des 15 % atteint en 1999, souligne le document.

Jérusalem-Est est particulièrement isolée s'inquiète le BIT. En cause, « la politique israélienne qui vise à réduire la proportion de Palestiniens qui y vivent et y travaillent ». Le Bureau exprime aussi sa « profonde préoccupation » sur « la poursuite de la colonisation à Jérusalem-Est par Israël ».

De même, les restrictions en matière de circulation et d'accès « constituent les principaux obstacles au développement économique et à l'établissement d'un tissu social normal dans le Golan syrien occupé », indique le document.

Le rapport recommande de mettre « l'emploi au centre d'une stratégie fondée sur la reprise économique, le travail décent et la bonne gouvernance ». « Plus le développement des entreprises et la création d'emplois seront fortement entravés, plus les perspectives de tous les habitants de Gaza s'assombrissent », conclut le BIT.

Le Directeur général du BIT s'associe à l'appel du Bureau du Coordonnateur spécial des Nations Unies pour le processus de paix au Moyen-Orient pour que « la communauté internationale continue d'appuyer les efforts de l'Autorité palestinienne visant à construire un Etat ».

Ce document a été préparé pour la Conférence internationale du Travail qui a ouvert sa session annuelle le 2 juin. Les conclusions du rapport s'appuient sur des missions effectuées en début d'année dans les Territoires occupés et en Israël, ainsi qu'en Syrie.